FRC 2.9934 a

1934

Case FRC 17228

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. HUMANITÉ. PATRIE.

Le 20 Floréal, an troisième de la République une et indivisible.

PHILIPPE-LOUIS DELELIS,

CULTIVATEUR,

EN GONEHEM,

A

LA CONVENTION NATIONALE,

SUR les malheurs du District de Béthune, etc.

Sic vos non vobis fertis aratra, boves;
Sic vos non vobis mellificatis, apes;
Sic vos non vobis, etc.

J'AUROIS cru que les orages qui menaçoient la France de toutes parts, étoient dissipés :

THE NEWBERRY LIBRARY

les tempêtes de l'aristocratie et du fanatisme ne grondoient presque plus ; mais la foudre du terrorisme éclatoit de toutes parts, et faisoit des ravages épouvantables. Vous avez encore dissipé ce troisième orage ; et le calme qui renaissoit, nous avoit déjà procuré quelqu'heureux avantage, la paix avec la Vendée, la paix avec la Prusse, la paix avec le grand duché de Toscane : et ce calme nous eut amené bientôt à une paix générale.

Tous les vrais amis de la Patrie sentoient leur ame, si long-tems oppressée, commencer à se dilater. Ils respiroient à peine, lorsqu'un quatrième orage se forme. Si l'on n'y prend garde, il consumera la France ; c'est celui de l'aristocratie, du royalisme, du fanatisme et du terrorisme réunis.

Oui, cet orage consumera la France, si on n'y porte remède ; mais un souffle de la Convention le dissipera encore.

Écoutez un véritable ami de sa Patrie et de l'humanité.

Un *Lebon*, un *Duquesnoy*, amis et complices des Robespierre frères, de Lebas, tous

députés de ce pays, pour notre honte et notre malheur, avoient mis la désolation de la désolation dans ce pays. Les Robespierre et les Lebas périrent au 10 thermidor; Lebon, ce moderne Néron, fut incarcéré peu après: mais DUQUESNOY, ce nouvel Attila, soutenu par les *Vadier*, les *Billaud*, les *Collot*, les *Barrère*, soutint encore long-temps après le 9 thermidor, le règne de la terreur; quoiqu'il n'eût pas de mission, il faisoit encore des arrestations innombrables dans ce département, et envoyoit par bandes des cinquante-sept individus à la fois à son ami Fouquier au tribunal révolutionnaire à Paris, et faisoit encore trembler tout le monde.

J'avois osé affronter la mort, dans le commencement de la révolution, en faisant abattre, bien avant les décrets, les potences et les piloris avec lesquels le sacerdoce, la gente monacale et la noblesse déshonoroient et sacrifioient en-même-tems l'innocente indigence.

Je ne fus pas moins hardi et encore plus téméraire, lorsque j'entrepris d'abattre la guillotine

dont les buveurs de sang humain se servoient pour organiser la famine, en faisant guillotiner tous les meilleurs cultivateurs de ce pays.

En effet, je fis plusieurs adresses, où je dévoilai les crimes que Duquesnoy et Lebon commettoient, à l'ombre du trône des décemvirs.

La réussite dans cette entreprise surpassa mon attente; ma tête ne tomba pas. J'enhardis les ombrageux qui firent un pas, puis deux, puis trois vers la liberté, et me secondèrent. *Berlier* fut nommé Représentant dans ce département, et soulagea infiniment les maux des opprimés.

Berlier destitua les buveurs de sang, les remplaça par des bons citoyens; tout alloit aussi bien que les circonstances pouvoient le faire espérer.

Mais notre joie ne fut pas de longue durée; l'intrigue parvint à faire remettre les nobles, les prêtres, les royalistes et les terroristes en place.

Tel l'ex-noble Dupire, homme à cent mille livres de rentes, le plus despote et le plus intri-

gant du département, qui étant administrateur au département, a protesté contre le décret de la suspension de la royauté : voilà de qui on a fait un président de notre district ; un *Chevalier*, un *Thulier*, qui étoient au département avec lui, et ont fait la même protestation ; l'ex-prêtre *Balan*, oratorien, intime de Dupire ; un *Leduc*, soldat qui doit être à son poste, un vrai terroriste, destitué. Il en est ainsi des autres, presque tous vraiement suspects, et sortant d'arrestation.

Oui, Représentans, cette nouvelle administration organise la famine et la guerre civile, auxquelles les *Leroux*, les *Gouliard*, les *Clé-ments* n'avoient pu parvenir. Qui auroit pu croire que nous eussions ainsi tombés de Carib-de en Sylla?

Représentans, notre perte est inévitable, si vous n'y remédiez.

Sous prétexte des subsistances, cette administration met la force armée chez la majeure partie des cultivateurs qui ont déjà fourni leur contingent ; on dépouille les *paysans* des grains qui sont nécessaires à leur subsistance, ces

grains qu'ils ont fait produire en arrosant la terre de leurs sueurs.

Elle nous fait fournir nos grains dans Béthune, soi-disant pour l'approvisionnement du marché : là, on nous moleste ; on nous y *compose*, au point que le grain que le villageois a peine à trouver *à dix écus*, dans les campagnes, le bourgeois ne le paye que *cinq livres* la razière dans Béthune.

Après l'avoir fourni, on vous refuse des décharges ; les paysans sont par là obligés plusieurs fois de fournir le même contingent.

Se plaint-on au district ? on n'y est pas écouté ; il n'y a plus que les aristocrates, les royalistes et les terroristes qui ont raison.

On veut nous forcer à livrer des grains que nous n'avons pas ; enfin nos maux et nos malheurs sont à leur comble : il n'y a plus de doute qu'on veut nous mener à la contre-révolution par la guerre civile.

La force armée consomme, chez les cultivateurs, les grains nécessaires aux semailles, et à la nourriture de sa famille et des ouvriers.

Tous les traîtres ont accaparé les places par

l'intrigue. Empêchez que ces places soient données aux nobles, aux prêtres, aux terroristes; abolissez dès à présent les réquisitions en grains, ou la France est perdue.

Il n'y a pas à s'y méprendre ; c'est à la représentation nationale qu'on en veut, et c'est avec les réquisitions qu'on amenera la guerre civile et qu'on vous culbutera : toute la latitude à l'industrie, au commerce et à l'agriculture ; et la France sera sauvée à jamais !

DELELIS.

A Paris, de l'Imprimerie de Guffroy, rue Honoré, N°. 35, cour des ci-devant Capucins.